

ANALYSE HEBDOMADAIRE

Alain Freymond – Associé – CIO



15 octobre 2020

Un automne difficile pour le Royaume-Uni avec un « no deal » en vue

Croissance décevante du PIB. Risques conjoncturels accrus au T4. La BoE envisage d'introduire des taux négatifs. Taux longs proches de zéro. Perspectives négatives pour la Livre et les actions.

Points-clés

- Un Brexit sans accord se profile, le scénario du pire devient de plus en plus probable
- 1 trillion d'euros d'échanges commerciaux soumis à de nouvelles taxes
- Croissance décevante au 3ème trimestre
- Le PIB du 4ème trimestre s'annonce plus incertain qu'il n'y paraît
- La confiance n'est pas encore revenue
- Optimisme trompeur des indicateurs avancés
- La BoE se prépare à abaisser ses taux directeurs
- Les taux longs restent proches de zéro
- Perspectives négatives pour la livre sterling
- Les actions britanniques font les frais d'une politique chaotique

Un Brexit sans accord se profile, le scénario du pire devient de plus en plus probable

Les prochaines semaines seront encore cruciales pour espérer trouver in-extremis un accord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Si le premier ministre Boris Johnson s'est fixé la date du 15 octobre pour boucler les négociations avec l'UE, le Conseil européen laisse encore la porte ouverte à une poursuite des discussions pendant quelques semaines supplémentaires jusqu'à la mi-novembre. Le Royaume-Uni avait quitté l'UE le 31 janvier 2020 tout en appliquant encore jusqu'au 31 décembre 2020 les règles européennes.

Cette période de transition devait permettre aux deux parties de négocier les termes d'un accord commercial qui fixerait les règles de leurs futures relations. A quelques semaines de l'échéance, l'UE est clairement excédée par la stratégie britannique même si elle souhaite malgré tout très probablement trouver une issue positive à la confrontation actuelle.

Elle avait décidé le 1^{er} octobre d'entamer une procédure judiciaire contre le Royaume-Uni suite à la remise en question par Londres du traité du Brexit en considérant effectivement que la loi britannique sur le marché intérieur votée par les députés violait sciemment les termes des accords du Brexit en vigueur et donc le droit international.

Les dirigeants des 27 pays membres de l'UE vont donc certainement faire preuve de fermeté et prochainement déclarer que les progrès réalisés dans les discussions avec le Royaume-Uni sont insuffisants pour déboucher sur un prochain accord. Un « no deal » se profile donc à brève échéance alors que la situation économique est déjà particulièrement difficile. Sans accord, les droits de douane seront rétablis et affecteront les échanges entre les deux parties, évalués à 1 trillion d'euros par an. L'UE attendra de voir comment la position britannique évoluera sur les trois grands sujets que sont les questions de gouvernance, les garanties de règles équitables en matière de concurrence et les droits de pêche.

Croissance décevante au 3ème trimestre

Le Royaume-Uni avait enregistré la pire contraction économique de son histoire au 2ème trimestre avec une chute de -20% de son PIB.